



ETATS GENERAUX du 1^{ER} OCTOBRE 2013

ATELIER ECOLE DE COMMERCE/CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE : FAVORISER LA REUSSITE SCOLAIRE

Point de départ :

Rapport de l'OCDE intitulé : En finir avec l'échec scolaire : dix mesures pour une éducation équitable dont la synthèse est présentée aux participants (cf. ci-dessous) :

Pour une éducation équitable : recommandations aux pouvoirs publics

Ce rapport fait valoir que les systèmes éducatifs doivent conjuguer égalité des chances et inclusion dans leur conception, leurs pratiques et leurs ressources. Il propose dix mesures d'action publique qui réduiraient l'échec et le décrochage scolaires, concourraient à une société plus juste et éviteraient les importants coûts sociaux des adultes marginalisés peu qualifiés.

Conception

1. Limiter l'orientation précoce en filières et classes de niveau et reporter la sélection par les résultats.
2. Gérer le choix de l'école afin de contenir les risques pour l'équité.
3. Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, proposer des alternatives attrayantes, éliminer les voies de garage et prévenir le décrochage scolaire.
4. Offrir une seconde chance.

Pratiques

5. Repérer ceux qui prennent du retard à l'école et leur apporter une aide systématique, et réduire les taux élevés de redoublement.
6. Renforcer les liens entre l'école et la famille pour aider les parents défavorisés à aider leurs enfants à apprendre.
7. Tenir compte de la diversité et permettre l'inclusion des migrants et des minoritaires dans l'éducation ordinaire.

Ressources

8. Offrir une solide éducation à tous, en privilégiant les dispositifs pour la petite enfance et l'instruction de base.
9. Orienter les ressources vers les élèves et les régions qui en ont le plus besoin.
10. Fixer des objectifs chiffrés et concrets pour davantage d'équité – en particulier en matière d'échec scolaire et de décrochage.

Ce rapport formule des recommandations de hiérarchisation des priorités dans le cadre d'un budget limité, en tenant compte des contraintes des dépenses publiques. Les coûts ou économies découlant de ces recommandations n'ont pas été estimés car ils dépendent des contextes nationaux.

THEMES :

1. Effectifs (UCESG)

Rappel des éléments de base :

- Coupe linéaire de 3.25% dans les chèques
- Présentation des chiffres des sortants par filières 2011-2012 :

a) ACPO	19%	69
b) CTP	16%	104
c) CDG	2%	119
d) CFPCOM	5%	201
e) CFP hors Com	6%	272
- Rappel des anomalies actuelles au CFPC classe de 25 (vs 20) en CFC génie civil et CFCCom Nicolas-Bouvier classe de 31/34 en MP Post technique.

Réactions commentaires (résumé) :

Confirmation que dans toutes les écoles les effectifs sont très importants (22 à 24 en 1^{ère} CFCi notamment), les limites du système sont atteintes.

Rappel que cela représente moins de 2 minutes par élèves par heure d'enseignement à condition que le cours puisse commencer à la cloche et qu'il ne soit pas interrompu par des questions de discipline. Ces conditions ne sont pas adaptées au profil de nos élèves. Il n'est pas normal de constater que les effectifs en dual sont souvent moins importants alors que ces élèves sont plus mûrs (moyenne d'âge > 19ans) et plus motivés.

Par ailleurs, les enseignants sont d'accord de considérer que les élèves actuellement en CFCi sont similaires aux élèves de l'ECG où les effectifs de classe en 1^{ère} sont de 18 élèves ! Il y a donc clairement une inégalité des conditions d'études proposées aux élèves.

M. Rudaz a répondu aux IUFistes qu'aucune étude scientifique ne permettait de lier les effectifs des classes et la réussite des élèves. Néanmoins, l'expérience des enseignants montre clairement que la combinaison niveau scolaire des élèves-effectifs a une influence sur la réussite des élèves.

Une solution possible serait la suppression des modules dans la nouvelle formation plein temps ORFO. En effet, ceux-ci coûtent plus cher que les cours traditionnels et leur suppression pourrait permettre d'allouer du temps supplémentaire pour les branches difficiles. Par ailleurs, les projets R&D en cours visent au développement de séquences EOP dans les cours et pas dans les modules.

Une discussion s'engage sur le sujet dans laquelle il est rappelé que :

- Les modules sont utiles aux élèves les moins scolaires (savoir être ++ / compétences +-).
- Les modules nécessitent un investissement très important du corps enseignant lors de leur mise en place/modifications. Ils sont satisfaisants quand les équipes sont bien rodées.
- Une heure en plus dans certaines branches pourrait aider les élèves en difficultés et améliorer leurs résultats
- L'attribution de l'EOP aux heures de cours permet une meilleure flexibilité au corps enseignant dans sa mise en place.

Une consultation des enseignants sur le sujet est demandée.

2. Décrochage scolaire (OCDE)

Rappel des éléments de base :

Un dépliant développé pour le projet romand d'intervention précoce de l'Office Fédéral de la Santé Publique est présenté aux participants.

Réactions commentaires (résumé) :

Nous manquons de temps pour des tâches supplémentaires.

Nos objectifs prioritaires doivent rester centrés sur la transmission de connaissances.

A nouveau se pose la question des moyens. Le département vient de refuser une revalorisation des maîtrises, il augmente constamment le nombre d'élèves dans les classes, on ne peut plus faire plus avec moins. A ce sujet, il faut que le DIP prenne conscience que si l'on souhaite confier aux enseignants des responsabilités supplémentaires, celles-ci doivent faire l'objet de formations et de revalorisations salariales ad hoc.

Rapidement se pose la question de l'école inclusive qui veut intégrer le plus d'élèves possibles (tous ?) dans les formations qu'ils souhaitent suivre. Grâce à l'échange d'expériences qui s'ensuit, il apparaît que l'intégration des élèves « dys - » ou avec handicap se fait souvent au détriment des conditions de travail des enseignants : temps supplémentaire pour les travaux non rémunéré, décharges inégales en fonction des handicaps (aveugle = décharge, mutique = rien, etc.) ou des élèves : ralentissement du rythme d'apprentissage, etc. Dans ces conditions, d'aucuns se posent la question de savoir s'il faut vraiment que chacun puisse tout faire dans le Secondaire 2.

Le groupe n'est bien entendu pas contre une école inclusive, mais contre une école inclusive sans moyens.

3. Orientation (OCDE)

Rappel des éléments de base :

Les débats sont sur la base de la proposition suivante :

Les taux d'échecs importants que l'on retrouve en 1^{ère} année du CFPCOM tendent à montrer que l'orientation des élèves est trop précoce. Dès lors, ne pourrait-on pas accueillir les élèves plein temps du CFPCOM pour un tronc commun de 2 à 3 semestres à l'issue desquels ils seraient orientés vers les voies CFCi E et MP. Ainsi, nous pourrions transformer l'école « toboggan » que l'on connaît actuellement en un CFP « ascensionnel ».

Réactions commentaires (résumé) :

Un des participants nous fait partager son expérience vaudoise dans laquelle, après une sélection certes précoce, il n'y a plus d'étapes décisives, chaque 6 mois, qui créent sans doute un grand stress aux élèves genevois.

Tous les participants reconnaissent d'ailleurs le stress important imposé aux élèves au travers du système de promotion au semestre.

Suivant la branche, il paraît difficile d'envisager un tronc commun. En effet, l'idée d'un tronc commun semble bonne pour les branches nouvelles et spécifiques comme E&S ou ICA. Par contre, elle est moins évidente pour les branches où les élèves sont censés avoir des acquis importants comme les maths ou le français.

Dans ces cas-là, comment gérer l'hétérogénéité des élèves ? Les expériences concernant les classes hétérogènes sont en effet variées. Elles vont d'un effet dynamisant pour les élèves moins scolaires dans une « bonne » classe, à un effet délétère sur des élèves moyens dans une classe dominée par des perturbateurs.

Le système du tronc commun pourrait compenser des biais comportementaux que l'on trouve naturellement chez les parents qui poussent leurs enfants à tenter la meilleure voie possible, et parfois chez certains enseignants du degré précédent qui peuvent arrondir certaines moyennes afin de permettre à leurs élèves d'avoir le déclic dans la meilleure filière possible.

Il faut aussi permettre aux élèves bien adaptés au système scolaire de se faire plaisir (la nouvelle voie M rapide pourrait être la réponse).

Pourrait-on avoir accès à des données sur l'évaluation de systèmes de type tronc commun ?

La séance est levée à 11h45 sans que tous les thèmes aient été abordés.

Autres thèmes :

Programmes attrayants pour les élèves ; Transition en douceur entre les degrés d'enseignements ; Eviter les voies de garage ; Renforcer les liens entre l'école et la famille ; Renforcer le soutien scolaire aux devoirs.

ATELIER REFORME DE LA MATURITE GYMNASIALE

Après une brève présentation expliquant que la réforme était actuellement au point mort (coût à plus de 40 postes, désaccord de l'UCESG et de la FAPPO sur l'aspect délétère pour les langues –suppression de fait des OS/OA—, attente de la réponse de la CSM sur la « légalité » du projet, et récent vote au Grand Conseil de la motion M2104 pour un gymnase à sections avec des options liées), un large débat s'ouvre. Au travers de la discussion et des diverses interventions peuvent se dégager les points suivants :

- Nous préférons pas de réforme à la dernière réforme du D12 ;
- Si le PO peut disposer de plus de 40 postes, nous priorisons la baisse des effectifs et la lutte contre l'échec scolaire ;
- A ce sujet d'ailleurs, la Commission Taux de maintien s'est avérée une commission largement alibi dans la mesure où pas grand chose n'en est sorti ;
- Nous sommes convaincus (même pour ceux qui le souhaiteraient) qu'un retour à des choix liés passerait très mal auprès du corps enseignant habitué à toute la liberté de choix de l'application genevoise de l'ORRM;
- Même ceux qui sont favorables à des classes et à des demi-groupes sont conscients que la pédagogie et les élèves ont tout à gagner avec des effectifs restreints tels qu'ils existent en sciences (16 max) ou en langues (18 max une heure en 1/2 groupes) ;
- Il est faux de dire que les groupes classes ne peuvent se réaliser avec le système actuel ;
- En revanche, il est vrai que, du coup, dans la situation actuelle, ce sont toujours les mêmes autres disciplines qui portent le poids des effectifs maxima. Si les compensations prévues dès le 4ème groupe en sciences humaines les "soulagent", ceci n'ôte rien à l'inégalité de traitement introduite par l'application genevoise de l'ORRM ;
- Selon certains calculs les charges de travail des uns et des autres se valent au bout du compte ;
- Il y a une grande inquiétude vis à vis de la standardisation qu'introduit l'examen de langues CECR d'avril. C'est introduire le loup dans la bergerie: même dans le meilleur des cas, c'est à dire si la note ne devait pas compter, tous les enseignants voudront évidemment que leurs élèves réussissent et cela influera sur le programme.

ATELIER ECOLE DE CULTURE GENERALE (ECG)

I Bilan

1.1 La CPECG

Intérêt et pertinence de l'existence et du mode de fonctionnement de la CPECG ?

- Les règles de gestion de certains processus changent en cours de route.
- Fait-on le boulot des directions, en allant en plus tout gentiment dans leurS sens ?
- Il n'y a plus de PV depuis plusieurs séances.
- Il n'y a pas de jetons de présence pour les représentants des associations des maîtres.

Question : Y restons-nous ?

Organisation de la journée institutionnelle des ECG prévue le vendredi 18 octobre 2013

- Pas de convocation jusqu'à présent !
- Pas de listes des questions sur lesquelles nous allons devoir travailler !
- Pas de diffusion du document de la pseudo-synthèse des consultations du 22 février !
- Equilibre des forces en présence ?
Y aura-t-il une répartition honnête au niveau de la participation des enseignants membres de l'UNION ou non, et des membres des directions ?

Questions : Y participons-nous ?

Parmi les arbitrages en cours y en aura-t-il qui seront en faveur des demandes des représentants des enseignants ?

1.2 Les conditions de travail dans les ECG

Elles continuent à se dégrader :

- Une augmentation marquée des effectifs de plusieurs cours à la rentrée 2013-2014.
- Des locaux peu nettoyés à Henry-Dunant et peut-être dans les deux autres écoles.
- L'espace de liberté didactique et pédagogique des enseignants se réduit continuellement sous prétexte d'harmonisation/uniformisation des pratiques.
- Constat et inquiétude : de moins en moins de temps pour travailler les contenus des cours, et de plus en plus de temps passé à faire de l'administratif et du contrôle.
- De nombreux collègues se mettent à temps partiel par épuisement et découragement dus au manque de reconnaissance de la qualité de leur travail.

II Perspectives

Projet de campus : Quasi fusion entre les écoles Ella-Maillart et Aimée-Stitelmann ?

Est-ce un « nouveau » modèle d'école : EC & ECG ? Quelle est la position de l'UNION ?

Les deux associations AMEM & AMECAS doivent-elles prendre les devants et aller à la pêche aux informations ?

Question : Quelles sont les perspectives au sein des ECG?